Coronavirus ou CoronaMacronus ?

vendredi 13 mars 2020, par Jacques COTTA

En quelques jours la mobilisation générale est décrétée à travers la planète contre le coronavirus. Fermetures de frontières, confinement, distances à respecter, fermetures d'écoles, lycées et facultés, isolement des personnes âgées, fermeture de régions entières… Que l'on soit riche ou pauvre, puissant ou misérable, nous serions tous logés à même enseigne. « Serrons-nous les coudes » nous a ainsi asséné durant plus de 27 minutes le président de la république dans un discours répétitif qui était prévu pour la moitié de temps. Bref, dans le désarroi, dans cette ambiance de fin du monde, tous nos différends ne seraient que subalternes.

Dans la population, partiellement, les discours font leurs effets. La méfiance s'installe. les supermarchés sont dévalisés. Les masques de protection, les gels désinfectants sont convoités, souvent en vain pour cause de rupture de stock. Sauve qui peut !

La crise financière, l'effondrement des bourses, la crise sociale qui s'annonce, la crise politique qui se profile seraient la conséquence de ce fameux Covid 19 contre lequel Emmanuel Macron nous appelle à la solidarité, à faire Nation, à exercer notre souveraineté, réitérant les confusions et incompréhensions, notamment lorsqu'il mélange la souveraineté nationale et la souveraineté européenne, absurdité passagère puisqu'il n'existe pas de peuple européen. Mais passons, la discussion politique serait déplacée en ces temps de cataclysme.

Pourtant, c'est bien la politique qui se trouve avant, pendant et après cette histoire de coronavirus.

La politique avant le coronavirus

- C'est la politique qui est responsable de la situation de détresse actuelle qu'on nous présente comme mystérieuse, tombant du ciel. Témoin, Bruno Canard, directeur de recherche CNRS à Aix-Marseille qui travaille depuis plus de 10 ans avec son équipe sur les virus à ARN (acide ribonucléique), dont font partie les coronavirus. Selon lui, pour des motifs de budget et d'économie sans vision, la recherche fondamentale sur les coronavirus a été abandonnée. Comme lui, ils sont des centaines de spécialistes de premier plan à dénoncer l'urgence dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui alors que les moyens ont été sacrifiés sur l'autel du libéralisme soit disant triomphant malgré les demandes répétées.
- C'est la politique qui a décidé que serait sous-traitée en Chine notamment (ça ne s'invente pas) la fabrication de médicaments de première nécessité, parce que là-bas les contraintes, notamment salariales et environnementales, sont négligeables.
- C'est la politique qui a réduit nos services publics de première nécessité à leur plus simple expression au nom des économies et cadeaux aux actionnaires de grands groupes.
- C'est la politique qui a supprimé plus de 100 000 lits dans les hôpitaux publics, sous Hollande, Sarkozy et de façon redoublée sous Emmanuel Macron.
- C'est la politique qui a organisé la privatisation de secteurs clés de la santé, démoralisé les médecins, pressurisé les personnels, infirmiers, aides soignants, brancardiers…

La politique pendant le coronavirus

- C'est le politique (Emmanuel Macron en personne) qui annonce qu'il faut protéger les plus vulnérables contre le virus, les personnes âgées notamment, mais qui à travers la loi sur les retraites les expose comme jamais à l'insécurité, la précarité, et la mort rapprochée.
- C'est le politique qui détruit l'état social, ce qui reste de l'état providence, avec minutie, acharnement. Emmanuel Macron et ses discours d'un soir, ses envolées empruntées à Ambroise Croizat, responsable de la CGT et créateur de la sécurité sociale, lorsqu'il dit « il est des biens et

marchés qui doivent être placés en dehors des lois du marché » s'applique avec sa majorité LREM a faire exactement le contraire au détriment de l'intérêt général.
- C'est la politique, Emmanuel Macron et son gouvernement, qui dans la « semaine du Coronavirus » a privatisé la moitié de la Poste comme si de rien n'était.

La politique après le coronavirus

- Les bourses s'effondrent. La panique submerge la sphère financière. Des centaines de milliers d'emplois sont d'ores et déjà menacés avec des dépôts de bilan par centaines, par milliers. C'est la politique qui devra répondre…
- La crise sociale et financière va sans aucun doute connaitre ses prolongements sur le plan politique. L'injection de milliards de dollars et d'euros pour sauver les banques a déjà eu lieu durant la crise de 2008. Les même recettes ne pourront avoir que des effets décuplés, notamment avec la création de bulles prêtes à exploser.

La crise qui nous assaille sous le nom de Coronavirus ou Covid 19 révèle une crise beaucoup plus dévastatrice, la crise du système capitaliste qui expose des populations entières aux dégâts de la crise sanitaire. N'est-ce pas en réalité l'orientation politique qui domine depuis des décennies, accentuée et accélérée dans les deux dernières années par Emmanuel Macron et sa majorité, qui est responsable de notre vulnérabilité face à la pandémie qui nous frappe ? Confondre la cause et les effets, la crise politique, le libéralisme d'une part, la crise sanitaire, le coronavirus d'autre part, ne peut produire que l'impuissance face à l'urgence.

Emmanuel Macron exprime à mots couverts la difficulté qui est la sienne face à cette situation inédite. Lorsqu'il déclare son attachement à la « santé gratuite, sans conditions de ressources ou de parcours », lorsqu'il semble découvrir soudainement « notre État-providence », lorsqu'il se laisse aller à une déclaration d'amour en affirmant que ce « ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le Destin frappe », il affirme dés maintenant non une conviction révélée, mais une difficulté à poursuivre dans la voie qu'il incarne, celle de la destruction du bien commun, de la société, de la solidarité.

Certains veulent y voir les bienfaits de la crise sanitaire qui ramènerait à la raison les plus déraisonnables. Le sanitaire viendrait là se substituer au politique comme dans d'autres domaines le sociétal prendrait la place du social.

La crise sanitaire modifie en réalité les termes dans lesquels les mêmes affrontements que nous connaissons depuis plus de deux ans vont devoir se poursuivre. Imaginons que les retraites par répartition soient aujourd'hui liquidées comme la macronie le propose et que la capitalisation l'ait déjà emporté. Avec la chute de la bourse on voit ce qui serait advenu des pensions des français. Et ce que vaudraient tous les discours présidentiels « sur les plus fragiles d'entre nous ».

Le gouvernement a reculé sur la privatisation d'ADP. Pour justifier son recul, il se cache derrière la conjoncture. Foutaise. Les fonds financiers sont souvent aptes à investir lorsque la situation va très mal, lorsque les actions sont à la baisse, pour deux raisons essentielles : d'abord ils n'investissent pas leur argent personnel (ce qui compte), ensuite ils investissent dans une perspective assurée de reprise, de remontée des cours. Les avions ne disparaitront pas demain, quoi qu'il arrive avec le Coronavirus. L'affaire « Aéroports de Paris » demeure une bonne affaire. Si le gouvernement a reculé, c'est uniquement parce que dans le contexte de révolte générale, il ne tient pas, à juste titre, à ajouter à ses difficultés la privatisation d'ADP que la majorité des français rejette.

Ce n'est pas le coronavirus qui viendrait « sauver" l'humanité des méfaits du libéralisme. Lorsque le capitalisme recule, ce sont les forces vives qui lui sont opposées, qui se mobilisent et combattent, qui le font reculer. Le capitalisme et la recherche sans limite du profit sont les raisons de notre fragilité collective face à la pandémie. Se prémunir contre le virus est une nécessité comme en combattre les causes est affaire de responsabilité.

Jacques Cotta
Le 13 mars 2020